



conférences tentent, de concert avec nos alliés, de trouver des moyens pratiques et équitables de réduire les armements et de créer un climat de confiance.

Je suis heureux que nos ambassadeurs qui participent aux diverses négociations sur le désarmement soient avec nous ce soir, et je suis persuadé qu'ils sauront par leurs interventions animer et éclairer tout à la fois vos discussions.

Pour vous donner un exemple de l'approche pragmatique que nous préconisons, je vous signale que le Canada remettra au Secrétaire général des Nations Unies un manuel qui traite de la procédure à suivre pour enquêter sur les utilisations présumées d'armes chimiques.

Nous avons effectué des démarches auprès des pays qui n'ont pas signé le Traité sur la non-prolifération pour les inviter instamment à y adhérer. À la Conférence de Stockholm, nous avons exploré avec nos alliés de l'OTAN de nouvelles idées propres à faciliter l'obtention de résultats tangibles.

Les progrès réalisés récemment à Stockholm laissent justement présager une issue favorable des discussions. À la Conférence sur le désarmement, le Canada a présenté une étude sur le régime juridique actuellement applicable à l'espace extratmosphérique. Il s'agit là de la première contribution nationale d'importance aux travaux de la conférence.

C'est exactement par des mesures pratiques de ce genre qu'on a le plus de chances, au bout du compte, de faire avancer le dossier du contrôle des armements. Cette approche fondamentale sous-tend le programme d'action que le Canada mettra en œuvre tout au long de la dernière moitié de la seconde Décennie du désarmement.

L'un des thèmes dominants de ce programme sera la concentration des efforts canadiens sur la question vitale de la vérification du respect des accords de contrôle des armements. Sans l'assurance que les cosignataires d'un accord de contrôle des armements respectent effectivement leurs obligations, la raison d'être de l'accord, et par voie de conséquence le processus même du contrôle des armements, sont discrédités. La vérification n'est pas une fin en soi. La vérification renforce la confiance des parties. Ce faisant, elle crée un sentiment de pré-

visibilité. Et la prévisibilité est l'un des résultats les plus souhaitables d'un contrôle efficace des armements.

Je me suis appliqué pour ma part à établir des voies de communication avec des dirigeants de l'Est comme de l'Ouest, afin de faciliter un échange de vues et de faire connaître les préoccupations et les suggestions pratiques du Canada. Le mois dernier, j'ai écrit au secrétaire général Gorbatchev pour lui faire part des opinions et des priorités du Canada en ce qui concerne le désarmement et le contrôle des armements. J'ai eu, bien sûr, des contacts fréquents avec le président Reagan pour discuter de toutes sortes de questions internationales. La semaine dernière à New York, j'ai eu le plaisir de participer à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Sommet qu'il avait convoquée pour discuter de sa rencontre prochaine avec le numéro un soviétique.

Il y a maintenant six ans que les dirigeants des États-Unis et de l'URSS se sont rencontrés pour la dernière fois. C'est un intervalle beaucoup trop long dans un monde où l'on ne peut se permettre de négliger les tensions entre les superpuissances. Il serait préférable de régulariser la tenue de sommets entre l'Est et l'Ouest; il serait préférable que les dirigeants des États-Unis et de l'URSS se rencontrent peut-être chaque année, pour discuter de problèmes et de sujets d'intérêt commun.

Vous pouvez contribuer énormément à faire du Canada un État appelé à jouer un rôle vital dans l'édification des structures politiques, économiques et sociales de la paix dans un monde en pleine mutation. La paix n'est pas une abstraction et ne peut se faire à coups de simples déclarations. La paix suppose la transformation d'un monde de conflit qui a connu trop d'armements et trop d'injustice en un monde de coopération où il y aura moins d'armements et plus de justice. Voilà la mission à laquelle notre génération est appelée, et personne ne peut s'y soustraire.

J'ai reçu cet après-midi un message du président Reagan dans lequel il expose une nouvelle proposition américaine en vue d'une véritable réduction des armements nucléaires.

Il s'agit à coup sûr d'une démarche positive et opportune. Je serais malvenu d'entrer dans les détails de cette nou-

velle proposition; je suis heureux de constater toutefois qu'elle se fonde sur un point de départ commun et devrait, de ce fait, ouvrir la voie à des négociations sérieuses et significatives. »

Modernisation de l'ensemble sismologique de Yellowknife au coût de 3,2 millions de dollars

Le 7 février 1986, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, annonçait que le gouvernement consacrerait 3,2 millions de dollars à la modernisation de l'ensemble sismologique de Yellowknife au cours de la période 1986-1989. Cette importante décision vise à permettre au Canada de participer à la vérification d'une éventuelle interdiction totale des essais nucléaires.

L'interdiction totale des essais nucléaires est, pour le Canada, un objectif fondamental qu'il cherche à faire accepter par tous les pays participant à la Conférence de Genève sur le désarmement. Le Canada joue un rôle déterminant en matière de vérification, problème crucial dont la technologie sismologique est la clé. Depuis 1976, des scientifiques du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources participent aux travaux du groupe international de sismologues formé dans le cadre de la Conférence de Genève, qui est chargé d'étudier les aspects techniques d'un échange international de données sismiques. Le Canada est mondialement reconnu pour son avant-gardisme dans ce domaine.

Yellowknife est un site exceptionnel et particulièrement sensible pour le contrôle des secousses sismiques de toute origine, notamment celles dues à des essais nucléaires souterrains. Le réaménagement et la modernisation de ce centre d'études sismiques, qui se compose d'une série de sismomètres à courte période et à longue période, permettra au Canada de contribuer à un système international de contrôle faisant appel aux plus récentes découvertes technologiques, qui constituera l'élément essentiel d'un éventuel traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires.